

COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE
CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CENTRE REGIONAL AGRHYMET

PROGRAMME REGIONAL D'APPUI SA-LCD-POP/DEV

DEPARTEMENT INFORMATION ET RECHERCHE

**RAPPORT DU CONSULTANT NATIONAL SUR L'ÉVALUATION
PRELIMINAIRE DES RECOLTES
CAMPAGNE AGRICOLE 2008/09 AU BENIN**

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION

II. DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009

- 2.1. Situation pluviométrique
- 2.2. Situation hydrologique
- 2.3. Situation des cultures
- 2.4. Situation phytosanitaire
- 2.5. Situation des pâturages et du bétail

III. PRÉVISION DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE 2008/2009

- 3.1. Rappel de la méthodologie
- 3.2. Évaluation de la production céréalière
- 3.3. Évaluation des autres produits alimentaires

IV. ÉLÉMENTS DES BILANS CÉRÉALIERS ET ALIMENTAIRES

- 4.1. Population
- 4.2. Production disponible
- 4.3. Importations commerciales et aides alimentaires
- 4.4. Stocks

V. SITUATION ALIMENTAIRE ET ZONES A RISQUE

- 5.1. Situation alimentaire
- 5.2. Situation des marchés (évolution des prix)
- 5.2. Situation nutritionnelle

VI. DÉTERMINATION DES ZONES A RISQUES

- 6.1. Situation des inondations et des autres dégâts
- 6.2. Estimation des zones ZAR et populations affectées

VII. CONCLUSIONS

I. INTRODUCTION

Le CILSS, dans le cadre du suivi de la situation alimentaire dans les pays membres, réalise chaque année une série de missions en collaboration avec ses partenaires et les gouvernements des pays concernés.

Il s'agit, généralement pour ces missions, d'étudier la situation et le déroulement de la campagne d'une part en rencontrant les services nationaux concernés par le suivi de la campagne agricole (Ministère de l'Agriculture, Météorologie Nationale, Protection des végétaux, Office céréalier, donateurs, etc.) et d'autre part en visitant certaines régions du pays pour se rendre compte de la situation sur le terrain.

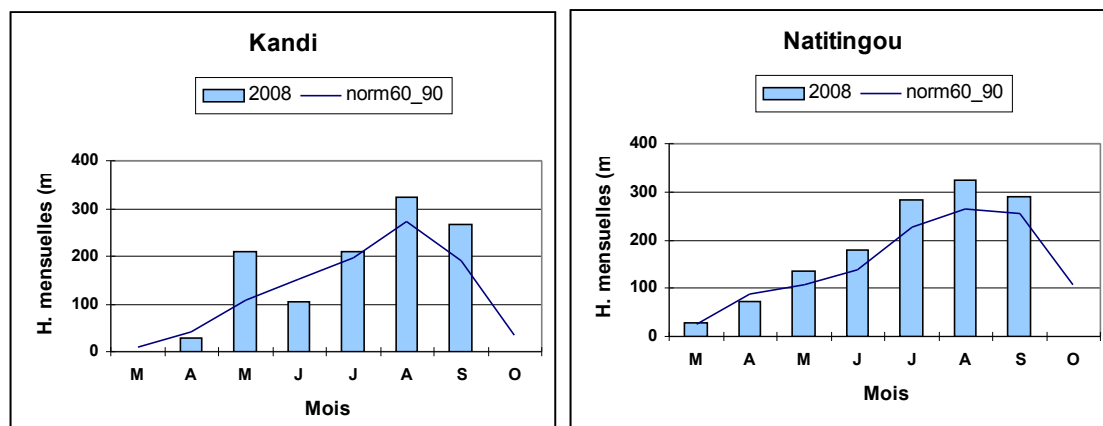
Ces missions sont aidées sur le terrain par un consultant national.

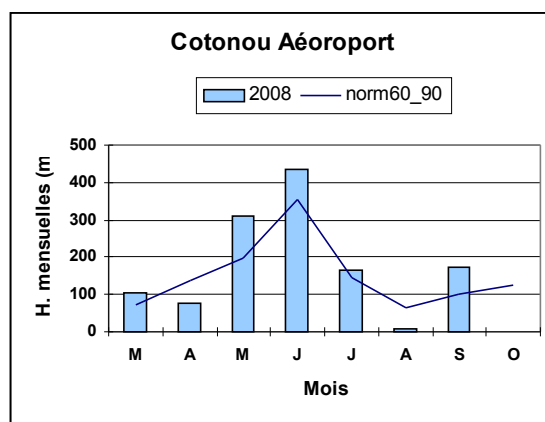
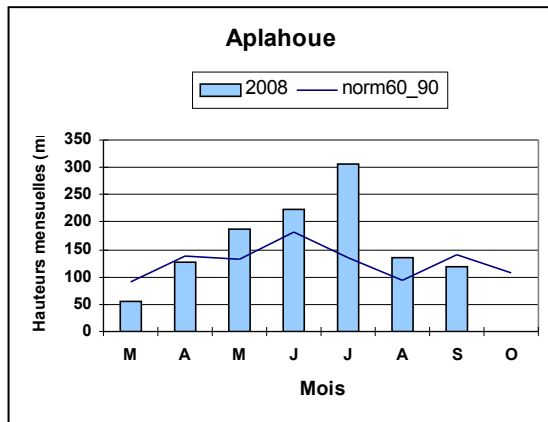
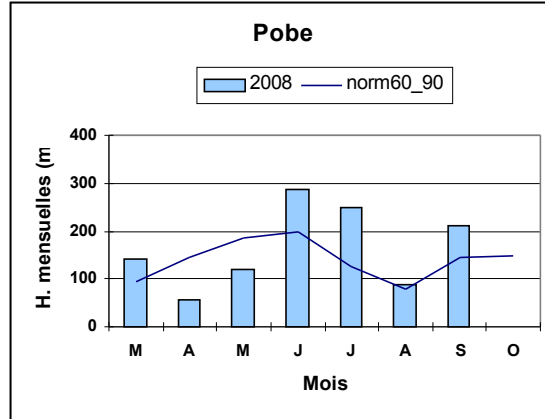
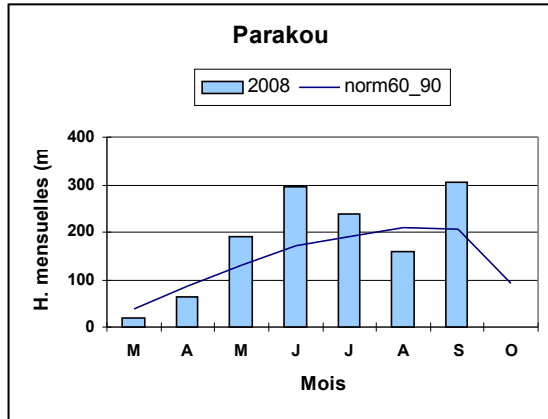
Le présent rapport élaboré par le consultant national du Bénin, présente le déroulement de la campagne agricole 2008-2009 (situation pluviométrique, état des cultures, situation phytosanitaire, situation pastorale, situation hydrologique), les estimations prévisionnelles des récoltes, les éléments du bilan alimentaire prévisionnel 2008-2009, la situation alimentaire durant la période de soudure, l'évolution des prix et les zones potentiellement à risque.

II. DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009

2.1. Situation pluviométrique

A l'instar des autres pays de la côte le Bénin est divisé en deux zones distinctes par son régime pluviométrique. La partie australe est caractérisée par deux saisons dont la grande s'étend de mars à juillet et la petite d'août à octobre comme on peut le voir sur la figure suivante (graphe de Pobè, Aplahoué et Cotonou). Quand à la partie septentrionale elle n'a qu'une seule saison qui commence en mai et prend fin en Octobre comme le montre les graphes des stations du nord (kandi, Natitingou).





La saison 2008 s'est installée à temps dans la zone méridionale où les premières pluies utiles aux activités agricoles ont été enregistrées dès le mois de mars. Ce début a été caractérisé par une pluviométrie assez bien répartie dans l'espace et dans le temps. L'analyse du champ pluviométrique estimé corroborée par les données de station a montré que les deux premières décades d'avril, par contre, ont connu des séquences sèches par endroits mais les activités pluvio-orageuses ont repris dès la troisième décade d'avril pour s'étendre à la zone septentrionale au mois de mai. A partir de cette période la saison pluvieuse est devenue effective sur toute l'étendue du territoire.

Quelques pauses pluviométriques ont été encore observées en première décade de juin à l'extrême nord et au centre-est du pays en deuxième décade. Des fortes pluies ont touché l'ensemble du pays vers la fin du mois de juin et en juillet. Les pluies continuent jusqu'à nos jours sur pratiquement toute l'étendue du territoire national mise à part le long de la côte où une accalmie a été observée pendant le mois d'aout. On peut donc se permettre de dire que la petite saison sèche n'a pas été observée comme à l'accoutumée comme l'indique les hauteurs de pluies relevées au niveau des stations de la zone méridionale.

De manière générale la saison 2008 a été très bonne avec des pluies bien réparties dans l'espace et dans le temps. Quelques pauses ont été observées ça et là aussi bien au nord qu'au sud du

pays. Elles n'ont, cependant, pas été assez longues pour avoir une incidence négative sur le résultat de la campagne.

Les fortes pluies enregistrées à certains moments au cours de cette campagne ont également provoqué des inondations dont les effets sur l'issue de la campagne restent limités à l'échelle nationale.

2.2. Situation hydrologique

A l'image de celle de la pluviométrie, la situation hydrologique au cours de l'hivernage 2008 a été caractérisée par une montée des eaux rapide dans les principaux cours d'eau. Ce qui a provoqué des inondations dans l'Atacora-Donga, l'Ouémé-Plateau, Mono-Couffo et Zou-Collines avec pour conséquence quelques dégâts sur les cultures surtout de bas-fonds et des dégradations d'ouvrages et destruction de quelques habitations dans l'Atacora-Donga

2.3. Situation des cultures

Dans l'ensemble, l'état végétatif des cultures est satisfaisant malgré les poches de sécheresse enregistrées puisque les pluies se sont réinstallées et bien réparties dans le temps et dans l'espace.

2.4. Situation phytosanitaire

Pour l'ensemble des cultures, la situation phytosanitaire est satisfaisante. Cependant, il a été constaté des attaques de criquets puants au sud du Bénin, des pullulations des sauteriaux sur les cultures vivrières (sorgho, petit mil, riz etc.) au Nord. Les coléoptères et chenilles défoliateurs et les chenilles mineuses sur les plants ont été quant à eux enregistrés dans tous les départements.

Des prospections ont été entreprises ce qui a permis de localiser les zones infestées. Des traitements ont porté sur environ cinq cent cinquante (550) ha de dans les communes de Karimama et Malanville.

Par ailleurs, il a été signalé dans l'Alibori (Karimama et Malanville) une invasion d'oiseaux granivores. Une prospection suivie de formation des producteurs sur les techniques de par capture (filet japonais) a été entreprise dans les communes concernées où 99% des espèces capturées sont des *Quelea quelea*...

2.5. Situation des pâturages et du bétail

La situation générale des pâturages a été satisfaisante pour l'ensemble du territoire national. En effet, la pluviométrie a été précoce par endroits, abondante et bien répartie dans le temps et l'espace au cours de ces trois trimestres de l'année. Ceci a favorisé une bonne repousse des pâturages.

Néanmoins, signalons que l'abondance des pluies enregistrées est à l'origine des cas d'inondations de cultures et de pâturages par endroits surtout dans les vallées du Niger et de

l'Ouémé. Dans la vallée de l'Ouémé les animaux « Hêtin » sont parqués dans des enclos et nourris à l'auge en attendant la décrue.

Dans les Régions du Borgou-Alibori et Atacora-Donga, les animaux sont en petite transhumance suite à l'installation des cultures. Les troupeaux reviendront à leur base dès la fin des récoltes en décembre

L'abreuvement du bétail est globalement satisfaisant dans l'ensemble du pays. Les mares et les cours d'eau ont assez d'eau pour l'abreuvement du gros bétail.

La situation zoo-sanitaire a été dans l'ensemble sous contrôle durant ces sept mois de l'année 2008.

Parmi les principales affections constatées les trypanosomiasés bovines continuent d'être la principale pathologie. Les maladies pestiformes : la maladie de Newcastle, la peste des petits ruminants, et la peste porcine africaine ont été respectivement les plus meurtrières.

Il est à noter que le mois de janvier a été essentiellement marqué par les opérations de riposte contre la grippe aviaire hautement pathogène apparue en décembre 2007 dans les communes d'Adjarra, d'Avrankou, d'Akpro-Misséréfé, de Dangbo et de Porto-Novo. Ces opérations de décontamination ont conduit à l'abattage de 74.848 têtes de volailles toutes espèces confondues.

Quant aux parasitoses internes et sanguines, elles sont quasi permanentes

III. PRÉVISION DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE 2008/2009

3.1. Rappel de la méthodologie

La prévision et l'évaluation de la production agricole au Bénin est assurée chaque année par le service des statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche à travers son dispositif de l'Enquête Statistique Agricole.

L'enquête porte sur toute la campagne agricole 2008-2009 soit deux saisons pour les zones du sud (Atlantique, Mono-Couffo, Ouémé-Plateau et Zou-Collines) et une saison pour les zones du nord (Atacora-Donga et Borgou-Alibori).

L'enquête agricole est une enquête à deux degrés. Au premier degré on a procédé au tirage des villages par commune avec remise et à probabilités proportionnelles à leur taille. Le taux de sondage est de 1/10. Au second degré, un échantillon de 5 exploitations a été constitué par village retenu suivant un tirage sans remise et à probabilités égales.

Au total l'échantillon est constitué de 1585 exploitations réparties sur 317 villages dans l'ensemble des 77 communes. Le dispositif de l'enquête est composé de 81 enquêteurs et 77 contrôleurs communaux.

Tableau 1 : Structure de l'échantillon par département

Département	Nombre de Villages population	Nombre de villages échantillon	Nombres exploitations
Atacora Donga	495	50	250
Alibori Borgou	414	41	205
Atlantique	583	58	290
Mono Couffo	505	51	255
Ouémé Plateau	604	60	300
Zou Collines	571	57	285
Total	3173	317	1585

Le niveau d'exécution de l'enquête varie selon la zone.

En ce qui concerne la zone sud; l'enquête est totalement achevée pour les cultures de la grande saison et les résultats définitifs sont disponibles.

L'enquête suit son cours pour la saison hivernale de la zone nord et la petite saison de la zone sud. A ce niveau l'estimation de la production a été faite sur la base des superficies déjà mesurées et une estimation des rendements prévisionnels à partir des données historiques.

Les mesures objectives des rendements se poursuivent sur le terrain et elles permettront ultérieurement (en janvier ou février prochain) de déterminer les résultats définitifs de la campagne.

3.2. Évaluation de la production céréalière

Sur la base de la méthodologie ci-dessus présentée, la production céréalière prévisionnelle brute de la campagne 2008/2009 est estimée à 1 29 8 000 tonnes, contre 1 159 000 tonnes l'année dernière. Ce qui correspond à une hausse de 12%.

Cette hausse s'explique par l'augmentation de la production du riz (36%), du maïs (11%), et du sorgho (13%).

La production céréalière se compose de

- Maïs : 1 030 500 tonnes
- Sorgho : 132 500 tonnes
- Mil : 33 900 tonnes

- Riz : 99 300 tonnes
- Fonio : 1 900 tonnes

L'augmentation de la production céréalière trouve sa justification sur le fait que les producteurs ont délaissés la culture cotonnière au profit du maïs et à l'appui substantiel apporté par les pouvoirs publics à la lutte pour l'autosuffisance alimentaire à travers plusieurs Projets notamment le PUASA, le PSAIA et le PADER.

3.3. Évaluation des autres produits alimentaires

3.3.1 Racines et tubercules

S'agissant des **racines et tubercules les estimations dégagent une production totale de 4 994 000 tonnes.**

Les prévisions pour l'igname sont estimées à 1 803 000 tonnes, soit une hausse de 7 % par rapport à la production de l'année dernière (1 682 000 tonnes).

Pour le manioc, les prévisions sont estimées à 2 629 000 tonnes, soit une augmentation de 15 % par rapport à l'année dernière (2 284 000 tonnes).

Les prévisions pour la patate douce montrent une augmentation de **2,4%** de la production de l'année dernière (70 000 tonnes contre 68 000 tonnes l'année précédente).

La production de pomme de terre est estimée à 37 500 tonnes, soit une augmentation de 3% par rapport à l'année dernière (36 400 tonnes).

Le taro par contre enregistre une baisse de 22% passant de 3 200 tonnes l'année dernière à 2500 tonnes cette année.

3.3.2 Légumineuses

Selon les estimations, Il est attendu 238 500 tonnes de légumineuses constituées de :

- Niébé / Haricot 143 700 tonnes
- Pois d'angole 7 000 tonnes
- Vouandzou 36 200 tonnes
- Goussi 29 000 tonnes
- Sésame 3 800 tonnes
- Dohi 4 600 tonnes
- Soja 14 200 tonnes

3.3.3 Cultures maraîchères

La production maraîchère attendue est de 306 050 tonnes réparties comme suit :

- Tomate 163 200 tonnes
- Piment 46 100 tonnes
- Gombo 48 100 tonnes
- Légumes frais. 38 900 tonnes
- Oignon 9 750 tonnes

3.3.4 Cultures industrielles

S'agissant des cultures industrielles, les prévisions pour l'arachide d'huilerie sont estimées à 115 600 tonnes.

Pour le coton, les prévisions sont estimées à 244 500 tonnes et pour l'ananas la production est de 136 100 tonnes.

Il est attendu une production de canne à sucre de 41 000 tonnes et celle du tabac de 500 tonnes.

3.8. Évaluation de la production halieutique

Les activités entreprises depuis le début de l'année ont contribué à l'accroissement de la production halieutique qui se décompose comme suit à la date du 31 juillet 2008 :

- pêche maritime industrielle : 304 tonnes
- pêche maritime artisanale : 3350 tonnes
- pêche continentale : 23 000 tonnes
- aquaculture : 185 tonnes

Soit une production nationale totale de 26 840 tonnes à la date du 31 juillet 2008.

3.9. Évaluation de la production animale

Le tableau N°2 présente l'évolution des effectifs du cheptel national (Espèces conventionnelles) sur la base des différents taux de croît.

Tableau 2: Evolution des effectifs du cheptel national (Espèces conventionnelles)

<i>ESPECES</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>Taux de croît</i>
<i>Bovins</i>	<i>1 764 200</i>	<i>1 810 000</i>	<i>1 857 000</i>	<i>1 905 000</i>	<i>2,60%</i>
<i>Ovins/Caprins</i>	<i>2 110 000</i>	<i>2 169 000</i>	<i>2 216 000</i>	<i>2 265 000</i>	<i>2,2%</i>
<i>Porcins</i>	<i>302 500</i>	<i>314 500</i>	<i>327 000</i>	<i>341 000</i>	<i>0,44%</i>
<i>Volailles</i>	<i>13 600 000</i>	<i>14 000 000</i>	<i>14 455 000</i>	<i>19 153 000</i>	<i>3,25%</i>

Lapins	108 000	59 000	64 000		NC
--------	---------	--------	--------	--	----

Source: Direction de l'Elevage

Tableau 3: Production attendue au niveau de la filière viande

Années	Productions nationales de viandes par espèces (En tonnes carcasse+abats)							
	Bovins	Ovins/ Caprins	Porcins	Volailles traditionnelles	Volailles modernes	Lapins	Aulacodes	TOTAL VIANDES
2005	29 920	6 771	3 612	8 859	4 350	969	984	55 465
2006	30 770	6 941	3 774	9 100	750	1 375	576	53 286
2007	31 569	7 091	3 924	9 396	750	1 500	624	54 854
2008	32 385	7 245	4 097	9 678	773	1 545	643	56 365

Source: Direction de l'Elevage

Tableau 4: Production attendue au niveau de la filière lait en 2008

Désignation	2005	2006	2007	2008
Population béninoise (nombre d'habitants)	6 762 000	6 981 765	7 208 672	7 442 954
Production nationale du lait de vache (litres)	87 906 000	90 762 945	93 712 741	96 758 405
Consommation totale avec norme (litres)	175 812 000	181 525 890	187 425 481	193 516 810
Déficit de base par an (litres)	87 906 000	88 962 945	91 912 741	94 788 405

Source: Direction de l'Elevage

NB La consommation admise par habitant par an dans les pays subsahariens est de 13 litre ; par contre celle conseillée par la FAO est 26 litres

Tableau 5: Production attendue au niveau de la filière œufs de table en 2008

SOUS-FILIERES	Effectif ¹	Production totale ² (tonne)
Aviculture traditionnelle (poules locales)	11 931 597	2 386,32
Aviculture moderne (pondeuses)	456 000	6 019,20
TOTAL	12 387 597	8 405,52

Source: Direction de l'Elevage

IV. ÉLÉMENTS DES BILANS CÉRÉALIERS ET ALIMENTAIRES

4.1. Population

Au 30 avril 2008, la population du Bénin atteindra 8 100 365 habitants avec un taux de croissance de 3,8%.

4.2. Production disponible

La production brute totale (deux saisons au sud + une saison au nord + contre saison + décrue) de la campagne agricole 2008/2009 s'élève à 7 374 047 tonnes dont 1 297 966 de céréales.

La production nette disponible s'élève 777.420 tonnes et est répartie comme suit :

Céréales	Production brute (tonnes)	Production nette (tonnes)
Maïs	1 030 470	881 000
SORGHO	132 448	126 000
PETIT-MIL	33 894	31 000
RIZ	99 299	70 000
FONIO	1 855	2000
Total	1 297 966	777.420

Source : SS/DPP/MAEP

4.3. Importations commerciales et aides alimentaires

Importations commerciales et aides alimentaires en 2008/2009 (En tonnes)

Céréales	Importations commerciales	Aides alimentaires	Importations totales
Maïs	284 000	7 000	291 000
SORGHO	1000		1 000
RIZ	516 000	5 000	521 000
Blé	26 000		26 000
Total	827 000	12 000	839 000

Source : Prévisions de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE)

Le bilan prévisionnel est présenté en annexe

V. SITUATION ALIMENTAIRE ET ZONES A RISQUE

5.1. Situation alimentaire

- analyse de la soudure de 2008

La production céréalière obtenue au titre de la campagne agricole 2007 estimée à 1.007.541 tonnes, était globalement satisfaisante et présageait d'une soudure 2008 relativement calme. Malheureusement, les perturbations observées au niveau des marchés national et régional ont fragilisé l'offre et il s'en est suivi un amenuisement précoce des disponibilités tant dans les ménages que dans le circuit marchand.

Les populations rurales et urbaines, avec un pouvoir d'achat faible, face à la hausse inédite des prix de toutes les denrées durant la soudure alimentaire 2008, ont été particulièrement éprouvées.

Les mesures conséquentes et diligentes prises par le gouvernement du Bénin ont permis d'alléger les souffrances des populations. Au nombre de ces mesures on peut retenir entre autres :

- en novembre 2007 :

i) la constitution et la mise en vente d'un stock tampon d'environ 3.000 tonnes de céréales, maïs notamment par l'ONASA. Ce stock a été revendu aux populations les plus vulnérables au prix modéré de 165 FCFA le kilogramme.

ii) la renonciation temporaire de la perception d'une part substantielle des recettes douanières et fiscales auxquelles sont assujettis les produits alimentaires de grande consommation (le blé, la farine du blé, le riz blanchi, le lait, le sucre, les pâtes alimentaires et la tomate) et la soumission de ces produits au régime d'homologation de prix;

iii) la réfection des pistes indispensables à l'évacuation des produits des zones excédentaires,

- en décembre 2007 : la mise en œuvre du Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PUASA),
- en avril 2008 : la collecte et la mise en vente d'un stock complémentaire de 1.000 tonnes de maïs ;
- en mai 2008 : La création d'une cellule de crise pour le suivi de la mise en œuvre effective des mesures déjà prises dans les domaines de la production et de la commercialisation des produits vivriers locaux.
- en juin – août 2008 : la distribution au profit des couches sociales les plus défavorisées de divers dons (libyen, français) de vivres.

- en juillet 2008 : la création et la mise en place progressive de 87 boutiques témoins au niveau des communes pour vendre à des prix référentiels des produits de première nécessité.

Il est à noter que la soudure alimentaire en 2008 a démarré plus tôt que d'habitude (décembre - janvier au lieu de février). Théoriquement elle a pris fin en juillet 2008 mais dans la réalité on constate que les difficultés d'accessibilité financière aux approvisionnements persistent.

- **perspectives alimentaires pour 2009**

L'estimation de la production agricole de la campagne en cours augure une disponibilité alimentaire satisfaisante qui couvrira les besoins nationaux de consommation et dégagera pour certaines spéculations des excédents commercialisables.

Il importe cependant de signaler que certains facteurs comme la dynamique des flux transfrontaliers, les difficultés de conservation de l'igname, les probables ruptures d'approvisionnement des ménages vu le bradage des récoltes auquel on pourrait assister au niveau des producteurs, etc. emmènent à relativiser les perspectives alimentaires.

5.2. Situation des marchés

Les bonnes productions successives de maïs et des racines et tubercules au cours des deux dernières campagnes ont induit une chute des prix durant les trois premiers trimestres de 2007.

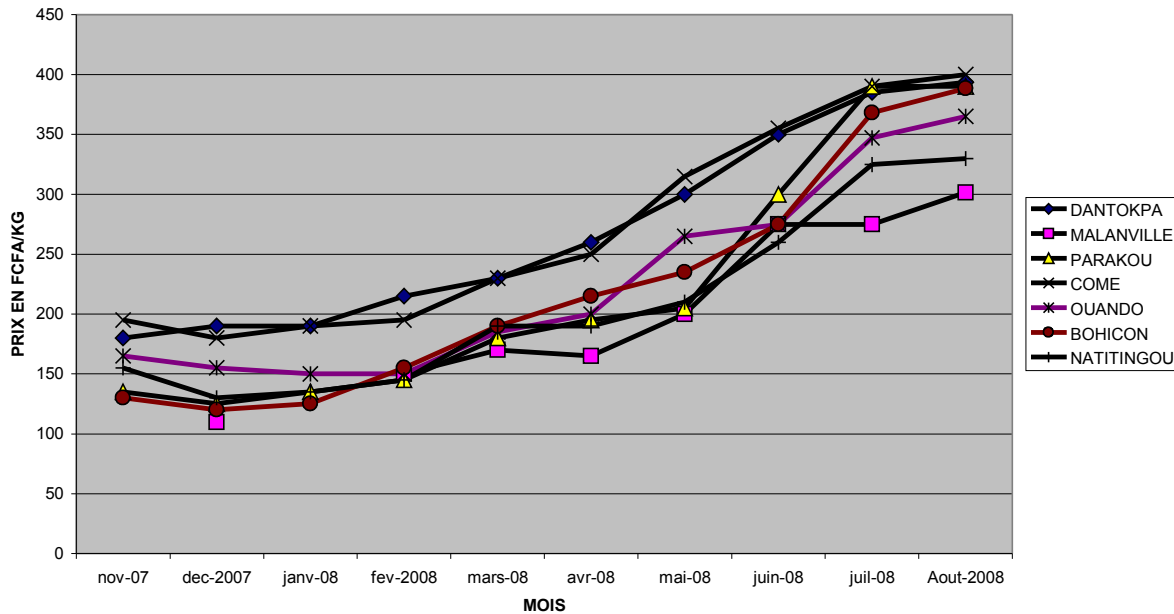
Contre toute attente, au mois de novembre 2007, les prix ont connu sur l'ensemble des marchés une hausse assez importante malgré l'offre globalement bonne. Sur le marché de consommation de Dantokpa, le prix du kilogramme de maïs a subi l'évolution suivante :

130 francs en octobre 2007, 180 francs en novembre 2007, 190 francs en décembre 2007, 215 francs en février 2008, 230 francs en mars 2008 puis 350 francs en juin 2008.

Les prix du kilogramme de niébé ont évolué de 250 francs en octobre 2007, 355 francs en mars 2008 et 700 francs en juin 2008.

Au cours des deux premiers mois du troisième trimestre 2008 (juillet et août), la situation des prix a connu un début d'accalmie à la faveur des récoltes de la première saison au Sud et des primeurs d'igname et autres cultures vivrières dans le septentrion. Cette tendance baissière se maintient et pourrait s'améliorer avec le renforcement de l'offre dès les récoltes prochaines dans le septentrion.

PRIX DU MAIS SUR QUELQUES MARCHES DE NOVEMBRE 2007 A AOUT 2008



Toutefois, la psychose de la crise alimentaire pourrait pousser les producteurs à faire des retentions de stocks, toute chose qui peut conduire à des situations de hausse artificielle.

5.3. Situation nutritionnelle

L'examen récent de la situation nutritionnelle du Bénin montre que :

- 31% des enfants de 0 à 5 ans souffrent d'un retard de croissance (11% présentent un retard de croissance sévère) et 8% souffrent d'émaciation (3% sous la forme sévère). La proportion d'enfants accusant un retard de croissance augmente très régulièrement et très rapidement avec l'âge. De même cette proportion a augmenté de façon très nette entre 2001 et 2006 (31% et 38% respectivement). Cette augmentation concerne uniquement le retard de croissance sévère qui est passé de 11% à 18%.
- S'agissant de la prévalence de la malnutrition aiguë (émaciation), l'on observe les proportions les plus élevées dans les départements de l'Atacora et de la Donga (respectivement 16% et 15%). La prévalence est la plus faible dans la ville de Cotonou (5%).
- La prévalence de la malnutrition chronique est plus élevée dans l'Alibori (11%), le Borgou (11%) et le Plateau (10%), qu'au niveau national
- L'état nutritionnel des mères s'est légèrement amélioré entre 1996 et 2006. En effet, la prévalence de la déficience chronique en énergie qui était de 11% en 1996, est passée à 10% en 2001 puis 9% en 2006 (EDSB1, EDSB2, EDSB3). En milieu rural, la proportion de femme souffrant de malnutrition est deux fois plus élevée qu'à Cotonou (10% contre 5%). La situation la plus critique concerne le département de l'Atacora avec 16%.

- Les carences en micronutriments, notamment les carences en fer et en iode, constituent encore des problèmes majeurs pour le Bénin. Dans le Borgou, 11% des enfants de 6 à 15 ans souffrent de carence en iode. Si la prévalence nationale moyenne de goitre n'est pas élevée,
- Les résultats de l'enquête nationale sur la prévalence des TDCI publiés en juin 2001 font état d'un taux de goitre de 3,7% au plan national avec des disparités notables entre les départements. Les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé au Bénin (EDSB III) de 2006 ont révélé que parmi les ménages dont le sel a été testé, un peu plus de la moitié (55%) utilisait du sel adéquatement iodé (> 15 ppm), 30% utilisaient du sel dont la teneur était inadéquate (<15 ppm) et 15% utilisaient du sel non iodé, ce qui montre que la proportion de ménages utilisant du sel adéquatement iodé a nettement diminué, passant de 72% en 2001 à 55% en 2006. Les mêmes résultats révèlent que les teneurs moyennes d'iode dans le sel de cuisine des ménages sont très faibles (< 15 ppm) dans les départements du Littoral (49,9%), de l'Atlantique (48,6%), de la Donga (47,8%), du Zou (39,9%), de l'Ouémé (34,4%), du Plateau (30,8%). La comparaison des résultats de l'EDSB 2006 avec ceux de l'enquête précédant réalisé en 2001 montre, contre toute attente, que la proportion de ménages utilisant le sel adéquatement iodé a nettement diminué, passant de 72% en 2001 à 55% en 2006. Ces résultats qui mettent en évidence une certaine négligence dans le suivi de la stratégie d'utilisation du sel iodé sont préoccupants, en l'occurrence dans les départements du nord où les carences sont plus fortes qu'ailleurs. Dans ces départements, le sel à teneur en iode adéquate est passé de 90% en 2001 à 70% en 2006 pour l'Atacora/Donga, de 95% à 89% pour le Borgou/Alibori et surtout de 82% à 40% dans le Zou/Collines.
- En ce qui concerne les carences en fer, 82% des enfants âgés de 6-59 mois sont anémiés. Au niveau des femmes, la prévalence de l'anémie est de 61% (EDSB 2006). On constate un écart entre Cotonou et le reste du pays (65% à Cotonou contre 61% dans le reste). Dans les zones vulnérables à l'insécurité alimentaire, la situation est plus grave encore (EDSB3). Toutes les zones vulnérables du pays présentent des taux d'anémie supérieurs à 60% au sein des enfants de 0 à 5 ans. Selon l'EDSB3 ce taux varie de 71,5% à 84,2% chez les enfants de 6 à 59 mois. Par rapport à l'EDSB2 (82%), on constate une légère baisse (78%). Cette baisse concerne tous les départements sauf le Mono/Couffo où on n'observe aucun changement et l'Atlantique/Littoral où la prévalence a très légèrement augmenté passant de 67% à 69%. Chez les hommes les résultats de l'EDSB 2006 donnent un taux d'anémie de 34% pour les hommes de 15 à 49 ans. Les résultats selon l'âge montrent qu'à 15-19 ans la prévalence est de 48% alors qu'elle est de 35% entre 40-49 ans. Dans les départements, on note des écarts importants : Donga (43%), Ouémé (47%), Mono (19%), Couffo (22%).
- Un niveau de mortalité élevé est entre autres, le reflet d'une situation nutritionnelle précaire. Si l'on compare les résultats de l'EDSB3 à ceux de l'EDSB2 et l'EDSB1 on observe une baisse sensible de la mortalité qui est passée de 94 pour 1000 en 1996 à 89 en 2001 puis à 67 en 2006. Cette baisse est surtout due à la baisse de la mortalité post-néonatale (56 pr 1000 en 1996 contre 51 en 2001 puis 35 pr 1000 en 2006).

VI. DETERMINATION DES ZONES A RISQUES

6.1. Situation des inondations et des autres dégâts

Les cas d'inondation signalés jusqu'au 31 Août concernent au total 5 870 ha de culture en zone Agonlin. Toutefois il a été signalé à la date du 9 septembre 2008, un cas d'inondation de culture à Ouinhi résultant du débordement du fleuve Ouémé de son lit. Au total il a été enregistré à Ouinhi, 4392,7 ha de cultures inondées dont 3843 ha irrécupérables.

Tableau 6: Point des inondations

Départements	Superficies (ha)					Observations
	Maïs	Riz	Manioc	Patate douce	Légumes	
Borgou Alibori	-	-	-	-	-	
Zou Collines	4420,7	-	-	-	-	3843 ha sont irrécupérables à Ouinhi
Mono Couffo	253,75	49,5	-	-	-	116,75 ha de maïs et 7,5 ha de riz sont irrécupérables. Sont concernés les promoteurs PUASA
Atlantique Littoral	175	-	-	-	-	Le sinistre concerne les promoteurs PUASA de Sô-Ava
Atacora Donga	-	-	-	-	-	
Ouémé Plateau	895,875	-	45	25	5,18	
TOTAL	5 745,875	49,5	45	25	5,18	
	5 870,					

Vu l'ampleur des dégâts dans les départements des Zou et Collines, des dispositions sont prises pour une contre évaluation desdits dégâts. Les mêmes dispositions sont prises pour évaluer les dégâts enregistrés sur les parcelles des promoteurs PUASA.

6.2. Estimation des zones ZAR et populations affectées

Les autres régions affectées sont présentées dans le tableau ci-contre

ZONES A RISQUE	FACTEURS	ACTIONS
<i>DEPARTEMENT DE L'ATLANTIQUE</i>		
Commune de Sô-Ava	Inondation	Réfection des pistes pour désenclaver les zones de production Mise en place de semences complémentaires

Commune d'Abomey-Calavi	Inondation	Réfection des pistes pour désenclaver les zones de production Mise en place de semences complémentaires
DEPARTEMENT DE L'ALIBORI		
Commune de Malanville	Traditionnelles zones à risque	Suivi et contrôle des flux sortants de produits vivriers
Commune de Karimama	Traditionnelles zones à risque	Suivi et contrôle des flux sortants de produits vivriers
DEPARTEMENT DE LA DONGA		
Commune de Bassila	Inondation	Réfection des pistes pour désenclaver les zones de production Mise en place de semences complémentaires
DEPARTEMENT DE L'ATACORA		
Commune de Natitingou	Inondation	Réfection des pistes pour désenclaver les zones de production Mise en place de semences complémentaires
DEPARTEMENT DU ZOU		
Commune de Ouinhi	Inondation	Réfection des pistes pour désenclaver les zones de production Mise en place de semences complémentaires
Commune d'Abomey	Traditionnelles zones à risque	Suivi et contrôle des flux sortants de produits vivriers
Commune d'Agbangnizoun,	Traditionnelles zones à risque	Suivi et contrôle des flux sortants de produits vivriers
Commune de Bohicon,	Traditionnelles zones à risque	Suivi et contrôle des flux sortants de produits vivriers
Commune de Za-Kpota	Traditionnelles zones à risque	Suivi et contrôle des flux sortants de produits vivriers
Commune de Zogbodomey	Traditionnelles zones à risque	Suivi et contrôle des flux sortants de produits vivriers

VII. CONCLUSIONS

La campagne 2008/2009 a été caractérisée par une bonne pluviométrie généralement bien répartie dans l'espace et dans le temps. Ces pluies ont été très bénéfiques aux cultures et aux pâturages pour avoir assuré la satisfaction de leurs besoins en eau tout au long de la saison et permis leur croissance et leur développement.

A cela s'est ajouté l'effet des mesures prises par les autorités publiques (PUASA) pour soutenir et renforcer les capacités des producteurs en distribuant gratuitement les semences de maïs et de riz et les engrais sous formes de prêts subventionnés. Ce qui a contribué à l'accroissement des emblavures et à l'augmentation significative des rendements.

Les effets conjugués de la bonne pluviométrie et des mesures prises par le Gouvernement ont abouti à une très bonne production agro-pastorale cette année. Par conséquent les disponibilités seront assez importantes pour couvrir les besoins de consommations et dégager des excédents.

Pour éviter toute surprise d'insécurité alimentaire liée à des facteurs exogènes, il est recommandé que les dispositions suivantes soient prises :

- Procéder aux achats des vivres pour la reconstitution des stocks (stocks paysans individuels et communautaires, stocks commerçants, stocks tampon, réserve stratégique gouvernementale à but humanitaire) dès le début de la période de récoltes.
- Continuer les efforts d'approvisionnement des boutiques témoins tout en gardant à l'esprit le soutien du producteur
- Favoriser la mise en place d'infrastructures de séchage et de stockage
- Etendre le dispositif de collectes des données statistiques pour permettre de suivre les réalisations des programmes spéciaux du PUIASA.

ANNEXE1 :

<p style="text-align: center;">TERMES DE REFERENCE DES CONSULTANTS POUR L'EVALUATION PRELIMINAIRE DES RECOLTES CAMPAGNE AGRICOLE 2008/09</p>

Le CILSS, dans le cadre du suivi de la situation alimentaire dans les pays membres, réalise chaque année une série de missions en collaboration avec ses partenaires et les gouvernements des pays concernés.

Il s'agit, généralement pour ces missions, d'étudier la situation et le déroulement de la campagne d'une part en rencontrant les services nationaux concernés par le suivi de la campagne agricole (Ministère de l'Agriculture, Météorologie Nationale, Protection des végétaux, Office céréalier, donateurs, etc.) et d'autre part en visitant certaines régions du pays pour se rendre compte de la situation sur le terrain.

Ces missions se dérouleront dans les pays du 13 octobre au 1^{er} novembre 2008 en neuf équipes. Chaque équipe comprendra au moins deux experts du CILSS, un expert du FEWS_NET, un expert de la FAO et éventuellement du PAM. Elles seront appuyées sur le terrain par un consultant national qui devra :

1. Assister les services techniques dans la préparation de la mission ;
2. Produire pour la mission, une synthèse faisant le point sur le déroulement de la campagne 2008/09 à travers la collecte et l'analyse d'informations sur les situations agrométéorologique, phytosanitaire et pastorale ;
3. Evaluer directement l'état des cultures céréalières pendant ou juste avant les récoltes ;
4. Effectuer un examen approfondi des informations disponibles concernant les superficies cultivées, les rendements agricoles prévus, la production totale des céréales à travers les résultats de l'enquête agricole ;
5. Utiliser ces informations pour fournir une estimation de la production céréalière et des autres produits alimentaires 2008/09 ;
6. collecter toutes les données disponibles sur le fonctionnement des marchés céréaliers et à bétail et les niveaux des prix observés ;
7. Collecter toutes autres informations nécessaires pour évaluer la situation alimentaire du pays et pour identifier les zones à risque conjoncturel et les populations potentiellement affectées ;
8. Collecter les informations pour l'établissement des bilans céréaliers et alimentaires prévisionnels 2008/09 et ex-post 2007/08 ;
9. Prendre tous les rendez vous nécessaires pour la mission.

A la fin de chaque mission, les équipes produiront un rapport qui sera présenté aux Autorités nationales. Ce rapport sera validé par la réunion de concertation technique des experts du CILSS sur la situation alimentaire prévisionnelle 2008/2009 de la région. Cette réunion se tiendra du 03 au 07 novembre 2008 à Ouagadougou (Burkina Faso).

Le consultant national devra, au préalable, présenter au Chef de la mission dès son arrivée dans le pays visité un rapport de synthèse relatant les points 2 à 8 sus mentionnés, suivant le canevas ci-après :

I. INTRODUCTION

II. DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2008/2009

- 2.1. Situation pluviométrique
- 2.2. Situation hydrologique
- 2.3. Situation des cultures
- 2.4. Situation phytosanitaire
- 2.5. Situation des pâturages et du bétail

III. PRÉVISION DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE 2008/2009

- 3.1. Rappel de la méthodologie
- 3.2. Évaluation de la production céréalière
- 3.3. Évaluation des autres produits alimentaires

IV. ÉLÉMENTS DES BILANS CÉRÉALIERS ET ALIMENTAIRES

- 4.1. Population
- 4.2. Production disponible
- 4.3. Importations commerciales et aides alimentaires
- 4.4. Stocks

V. SITUATION ALIMENTAIRE ET ZONES A RISQUE

- 5.1. Situation alimentaire
- 5.2. Situation des marchés (évolution des prix)
- 5.2. Situation nutritionnelle

VI. DETERMINATION DES ZONES A RISQUES

- 6.1. Situation des inondations et des autres dégâts
- 6.2. Estimation des zones ZAR et populations affectées

VII. CONCLUSIONS

**ANNEXE 2 : DONNEES COMPAREES DE LA PRODUCTION VEGETALE
DES CAMPAGNES 2007/2008 ET 2008/2009**

Superficie: Hectare

Production : Tonne

PRINCIPALES CULTURES	SUPERFICIES		% accrois	PRODUCTIONS		% accrois
	REAL 2007	REAL 2008		REAL 2007	Attendues 2008	
MAIS LOCAL	559 840	597 068	6,6	664 397	749 405	12,8
Mais AMELIORE	138 280	149 250	7,9	267 201	281 065	5,2
S/Total Maïs	698 120	746 318	6,9	931 598	1 030 470	11
SORGHO	135 531	144 281	6,5	117 322	132 448	12,9
PETIT-MIL	37 835	47 659	26,0	35 303	33 894	-4,0
RIZ	27 395	34 964	27,6	72 960	99 299	36,1
FONIO	2 732	2 894	5,9	1 494	1 855	24,2
S/Total Céréales	901 613	976 116	8,3	1 158 677	1 297 966	12,0
IGNAME	154 320	204 683	32,6	1 682 190	1 802 944	7,2
MANIOC	167 102	183 251	9,7	2 284 056	2 629 280	15,1
PATATE DOUCE	33 012	35 125	6,4	67 873	69 520	2,4
TARO	1 049	1 102	5,1	3 203	2 488	-22,3
POMME DE TERRE	74 966	75 222	0,3	36 383	37 450	2,9
S/Tot Rac/Tub,	430 449	499 383	16,0	4 073 705	4 993 817	22,6
NIEBE/HARICOT	169 483	171 365	1,1	130 630	143 625	9,9
POIS D'ANGOLE	10 439	9 023	-13,6	7 881	6 996	-11,2
VOUANDZOU	21 043	21 833	3,8	35 805	36 125	0,9
GOUSSI	29 546	30 258	2,4	28 330	29 125	2,8
SESAME	5 467	5 580	2,1	3 753	3 800	1,3
DOHI	8 760	8 800	0,5	4 527	4 602	1,7
SOJA	25 023	25 895	3,5	13 572	14 215	4,7
S/Total Lég,	269 761	272 754	1,1	224 498	238 488	6,2
TOMATE	27 234	28 290	3,9	156 104	163 200	4,5
PIMENT	21 036	21 569	2,5	45 601	46 123	1,1
GOMBO	13 141	13 658	3,9	45 786	48 060	5,0
LEGUMES F.	7 312	7 423	1,5	37 205	38 930	4,6
OIGNON	391	410	4,9	9 009	9 750	8,2
S/Tot Cult, Mar,	69 114	71 350	3	293 705	306 063	4
COTON	234 490	209 803	-10,5	268 627	244 563	-9,0
ARACHIDE	121 325	125 025	3,0	114 460	115 562	1,0
ANANAS	2 368	2 400	1,4	135 912	136 123	0,2
CANNE à SUCRE	1 461	1 610	10,2	40 375	40 920	1,3
TABAC	792	800	1,0	520	545	4,8
S/Total/Industrielle	360 436	339 638	-6	559 894	537 713	-4
ENSEMBLE	2 031 372	2 159 241	0,06	6310479	7374047	0,17